

Rapport annuel sur l'état de la France

Réconcilier la France

Déclaration du groupe CGT

En 2014, 86% des Français considéraient que la prochaine génération s'en sortirait moins bien que l'actuelle. À l'automne 2016, 88% d'entre eux estimaient que notre pays allait dans la mauvaise direction. Cette inquiétude ou perte de confiance dans l'avenir s'est exprimée dans les urnes sous différentes formes.

Ce RAEF tente d'expliquer que le décalage croissant entre le ressenti pessimiste exprimé par nos concitoyens repose sur une mauvaise appréciation de la réalité de leur existence.

La limitation à 10 indicateurs de l'analyse de l'état de notre pays s'avère restrictive en excluant ou minorant de fait de nombreux enjeux centraux de notre société, notamment : l'égalité femmes hommes, la question du travail, de sa qualité comme de son exclusion, le développement humain durable, le rôle et la place des services publics.

Néanmoins, l'option de faire un focus sur les inégalités et les travaux menés par les différentes sections du CESE ont permis de caractériser les racines de ce mal-être français.

La France va mal, la France a mal, notre assemblée ne peut pas masquer cette réalité en la renvoyant à une appréciation erronée de la situation vécue par une large majorité.

Ne soyons pas aveugles face aux conséquences de la crise économique dont le nouvel épisode de 2008 impacte toujours directement la population.

Les inégalités territoriales se creusent entre les métropoles françaises et le reste du territoire.

Le chômage et la précarité ont augmenté pour l'ensemble des tranches d'âges.

Les inégalités de revenus et de patrimoine progressent. La pauvreté ne cesse de croître.

Notre système scolaire reproduit les inégalités sociales toujours au détriment des élèves issus des milieux populaires.

15 % de la population a renoncé à des soins pour des raisons financières.

À 35 ans, en moyenne, l'espérance de vie pour un homme cadre est de 47,2 ans, 40,9 ans pour un ouvrier et de 30,4 ans pour un sans emploi.

Les inégalités entre les femmes et les hommes persistent avec 18,6 % d'écart de salaires nets toutes catégories confondues et plus de 39 % d'écart des pensions de retraite.

Les politiques de réduction de la dépense publique se sont traduites par un ralentissement de l'activité économique en dépit d'une politique monétaire « extrêmement accommodante » de la BCE.

Identifier et caractériser le creusement des inégalités auquel fait face notre pays n'induit pas de sombrer dans la remise en cause des piliers qui fondent notre modèle social.

En revanche cet état des lieux, nous confère en tant qu'assemblée représentative de la société la responsabilité d'établir des préconisations permettant de rompre avec cette spirale inégalitaire qui touche une part croissante de la population.

Élargir le champ des indicateurs afin de prendre en compte sérieusement les besoins qui s'expriment par de multiples canaux permettrait de bâtir un Rapport annuel sur l'état de la France répondant mieux aux attentes et aux divers mécontentements.

Avec ses réserves, la CGT a voté favorablement l'avis.